

## Annexe

## Modification des statuts

L'article 2, alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : « La caisse commune, constituée par les affiliés présents et à venir, est dénommée « AXA Caisse Commune ». Les dénominations française, néerlandaise, allemande et abrégées peuvent être employées ensemble ou séparément. »

L'article 4, point E est remplacé par les dispositions suivantes : « A la demande de l'affilié la caisse commune peut étendre la garantie au paiement des indemnités spécifiées ci-après et calculées sur des bases similaires à celles déterminées par la loi :

- indemnités correspondant à une rémunération annuelle dépassant le maximum légal;
- indemnités octroyées à toute personne occupée dans l'entreprise qui, n'étant pas assujettie à cette loi, serait victime d'un accident. »

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 15 juin 1989.

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

## Bijlage

## Wijziging van de statuten

Artikel 2, eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « De Gemeenschappelijke Kas gevormd door de huidige en toekomstige aangeslotenen draagt als benaming « AXA gemeenschappelijke kas ». De Nederlandse, Franse, Duitse benamingen en afkortingen mogen samen of afzonderlijk worden gebruikt. »

Artikel 4, punt E wordt vervangen door de volgende bepalingen : « Op verzoek van de aangeslotene kan de gemeenschappelijke kas de waarborg uitbreiden tot de betaling van de hierna vermelde vergoedingen, berekend op basissen gelijk aan die bepaald bij de wet :

- vergoedingen overeenstemmend met een jaarloon dat meer dan het wettelijk maximum bedraagt;
- vergoedingen toegekend aan elke persoon, tewerkgesteld in het bedrijf, die niet aan de wet is onderworpen en het slachtoffer van een ongeval zou zijn. »

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1989.

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1346

23 MAI 1989

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, notamment les chapitres IX et X;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1er. Dans le présent arrêté, on entend par :

- 1° l'Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française;
- 2° le Ministre : le Ministre-Membre de l'Exécutif qui a l'audiovisuel dans ses attributions;
- 3° le Conseil : le Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française;
- 4° le décret : le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;
- 5° le demandeur : la personne morale ayant introduit une demande de reconnaissance comme radio privée.

Art. 2. La demande de reconnaissance comme radio privée est introduite auprès du Ministre, par une lettre rédigée en langue française, signée au moins par deux personnes de nationalité belge, indiquant leurs noms et leurs domiciles situés obligatoirement dans la zone d'émission de la radio dont la reconnaissance est demandée. Elle contient les éléments suivants :

- 1° La dénomination de la radio;
- 2° Le statut juridique du demandeur et une photocopie des annexes du *Moniteur belge* portant publication de ses statuts, ainsi que, s'il échet, la composition de son capital. S'il apparaît que des personnes morales sont associées ou actionnaires du demandeur, la demande contient en outre la composition du capital et du Conseil d'Administration de ces personnes morales;
- 3° Le lieu d'implantation du studio et le site d'émission prévus de la radio;
- 4° La zone d'émission souhaitée;
- 5° La nature de la programmation, en faisant notamment référence à l'article 31, 2° et 6° du décret;
- 6° L'indicatif de la radio;
- 7° Les intentions du demandeur quant au recours éventuel à la publicité commerciale;
- 8° Les intentions du demandeur quant au recours éventuel aux services d'un tiers pour la programmation, l'information, la publicité et la commercialisation de ses activités;
- 9° Les perspectives de financement et le projet de budget du demandeur;
- 10° Le cadre du personnel du demandeur et le statut de celui-ci;
- 11° La ou les langues utilisées pour les émissions et les proportions dans lesquelles elles seront utilisées;
- 12° En cas de nécessité de partage d'une même fréquence, les souhaits du demandeur quant au partenaire désiré.

Si le demandeur entend s'adresser à un public limité à une agglomération, à un arrondissement ou plusieurs arrondissements contigus, la demande de reconnaissance contient également les noms des membres de son personnel qui sont journalistes professionnels ou qui travaillent dans les conditions qui permettent de le devenir conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, le règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information ainsi que son engagement à le respecter.

En outre, le demandeur peut communiquer tout autre élément de nature à justifier sa demande.

**Art. 3.** L'avis du Conseil porte notamment sur les éléments suivants :

- le respect des obligations de la radio découlant du décret et de ses arrêtés d'application;
- la zone d'émission proposée;
- le site d'émission proposé;
- la fréquence proposée;
- le cas échéant, les tranches horaires disponibles.

**Art. 4.** Le Ministre communique au demandeur la teneur de l'avis du Conseil dans les deux mois à dater de sa réception par l'Exécutif.

Le demandeur dispose d'un mois, à dater de la réception de l'avis, pour faire valoir ses objections par lettre recommandée adressée au Ministre. Il peut demander à être entendu par le Conseil.

Si le demandeur fait valoir ses objections selon la procédure prévue à l'alinéa précédent, le Conseil rend un avis tenant compte des objections du demandeur.

**Art. 5.** Sous réserve du droit du demandeur à faire valoir ses objections, l'Exécutif statue sur la demande dans les trois mois à dater de la réception de l'avis visé à l'article 3 du présent arrêté et signifie sa décision au demandeur ainsi qu'au Ministre ayant les Télégraphes et Téléphones dans ses attributions.

Si le demandeur fait valoir ses objections selon la procédure prévue à l'article 4, alinéa 2 du présent arrêté, l'Exécutif statue sur la demande dans les trois mois à dater de la réception de l'avis tenant compte des objections du demandeur.

**Art. 6.** La radio privée est tenue de faire parvenir tous les ans au Ministre les documents suivants :

1° le rapport d'activité tel qu'il est présenté à l'assemblée générale du titulaire. Ce rapport présentera un aperçu de la programmation de l'année écoulée.

2° le bilan approuvé par l'assemblée générale du titulaire.

**Art. 7.** Avant de procéder à une modification d'un des éléments visés à l'article 2, alinéa 1er, la radio privée en informe le Ministre. Si la modification n'est pas le fait de la radio privée, celle-ci la communique au Ministre dès qu'elle en a connaissance.

**Art. 8.** Lorsque le Conseil a donné, d'initiative ou à la demande du Ministre, un avis sur la suspension ou le retrait de la reconnaissance, la procédure prévue à l'article 4 du présent arrêté est d'application.

L'Exécutif suspend ou retire la reconnaissance en se conformant à la procédure prévue à l'article 5 du présent arrêté.

**Art. 9.** La suspension ne peut excéder une période de trois mois.

Dans le cas d'une suspension, celle-ci est levée par l'Exécutif dès que la radio lui fournit la preuve de sa conformité aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'application. Si les motifs de la suspension n'ont pas disparu au terme de la période de suspension, l'Exécutif procède au retrait de la reconnaissance.

Bruxelles, le 23 mai 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1346

23 MEI 1989

**Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekening, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, inzonderheid op de hoofdstukken IX en X;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter,

Besluit :

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de Executieve de Executieve van de Franse Gemeenschap;
- 2° de Minister de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort;
- 3° de Raad de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap;
- 4° het decreet het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;
- 5° de aanvrager de rechtspersoon die een aanvraag om erkenning als private radio heeft ingediend.

**Art. 2.** De aanvraag om erkenning als private radio wordt bij de Minister ingediend bij een in de Franse taal opgesteld schrijven, door ten minste twee personen van Belgische nationaliteit ondertekend, waarin hun namen en woonplaatsen vermeld staan die gelegen moeten zijn in de uitzendingszone van de radio waarvan de erkenning wordt aangevraagd. Ze vermeldt de volgende gegevens :

1° de benaming van de radio;

2° het rechtsstatuut van de aanvrager en een fotokopie van de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* houdende bekendmaking van zijn statuten, alsook, in voorkomend geval, de samenstelling van zijn kapitaal. Indien blijkt dat rechtspersonen vennoten of aandeelhouders van de aanvrager zijn, vermeldt de aanvraag bovendien de samenstelling van het kapitaal en van de raad van bestuur van die rechtspersonen;

3° de vestigingsplaats van de studio en de uitzendingsplaats van de radio;

4° de gewenste uitzendingszone;

- 5° de aard van de programmatie, met verwijzing inzonderheid naar artikel 31, 2° en 5° van het decreet;
- 6° de herkenningmelodie van de radio;
- 7° de voornemens van de aanvrager eventueel een beroep te doen op de handelsreclame;
- 8° de voornemens van de aanvrager eventueel een beroep te doen op de diensten van een derde voor de programmatie, de informatie, de publiciteit en de commercialisering van zijn activiteiten;
- 9° de financieringsmogelijkheden en het begrotingsontwerp van de aanvrager;
- 10° de personeelsformatie van de aanvrager en het statuut van deze;
- 11° de taal of de talen die voor de uitzendingen zal of zullen worden gebruikt en de verhouding waarin ze zullen worden gebruikt;
- 12° wanneer eenzelfde frequentie moet worden verdeeld, de wens van de aanvrager betreffende de partner.

Indien de aanvrager zich wil richten tot een publiek dat beperkt is tot een agglomeratie, een arrondissement of verschillende aangrenzende arrondissementen, vermeldt de aanvraag om erkenning eveneens de namen van de leden van zijn personeel die beroepsjournalisten zijn of die werken in omstandigheden die het mogelijk maken beroepsjournalist te worden, overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, het huishoudelijk reglement met betrekking tot de objectiviteit in de verwerking van de informatie, alsook de verklaring dat hij zich verbindt tot het naleven hiervan.

De aanvrager mag bovendien elk ander gegeven tot staving van zijn aanvraag mededelen.

**Art. 3.** Het advies van de Raad heeft inzonderheid betrekking tot :

- het nakomen, door de radio, van de verplichtingen die voortvloeien uit het decreet en zijn toepassingsbesluit;
- de voorgestelde uitzendingszone;
- de voorgestelde uitzendingsplaats;
- de voorgestelde frequentie;
- in voorkomend geval, de beschikbare uitzendingsuren.

**Art. 4.** De Minister deelt aan de aanvrager de inhoud van het advies van de Raad binnen de twee maanden vanaf de datum van de ontvangst ervan door de Executieve mede.

De aanvrager beschikt over een maand, vanaf de datum van de ontvangst van het advies, om zijn bezwaren te opperen bij aan de Minister gericht aangetekend schrijven. Hij kan vragen door de Raad te worden gehoord.

Indien de aanvrager zijn bezwaren volgens de in het vorige lid bedoelde procedure oppert, brengt de Raad een advies uit, rekening houdend met de bezwaren van de aanvrager.

**Art. 5.** Onder voorbehoud van het recht van de aanvrager op het opperen van zijn bezwaren, beslist de Executieve over de aanvraag binnen de drie maanden vanaf de datum van de ontvangst van het in artikel 3 van dit besluit bedoelde advies en betekent zijn beslissing aan de aanvrager alsook aan de Minister tot wiens bevoegdheid Telegrafie en Telefonie behoren.

Indien de aanvrager zijn bezwaren volgens de in artikel 4, lid 2 van dit besluit bedoelde procedure oppert, beslist de Executieve over de aanvraag binnen de drie maanden vanaf de datum van de ontvangst van het advies, rekening houdend met de bezwaren van de aanvrager.

**Art. 6.** De private radio moet elk jaar aan de Minister de volgende documenten mededelen :

- 1° het activiteitenverslag zoals het wordt voorgesteld aan de algemene vergadering van de titularis. Dit rapport moet een overzicht van de programmatie van het afgelopen jaar voorstellen;
- 2° de balans, goedgekeurd door de algemene vergadering van de titularis.

**Art. 7.** Alvorens een van de in artikel 2, lid 1 bedoelde gegevens te wijzigen, brengt de private radio er de Minister op de hoogte van. Indien de wijziging niet door toedoen van de private radio geschiedt, deelt deze de wijziging aan de Minister mede zodra hij ze kent.

**Art. 8.** Wanneer de Raad, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister, een advies over de schorsing of de intrekking van de erkenning heeft uitgebracht, is de in artikel 4 van dit besluit bedoelde procedure van toepassing.

De Executieve schorst de erkenning of trekt die in met inachtneming van de in artikel 5 van dit besluit bedoelde procedure.

**Art. 9.** De schorsing kan niet langer duren dan drie maanden.

In het geval van een schorsing wordt deze door de Executieve opgeheven zodra de radio haar het bewijs levert dat hij de bepalingen van het decreet en van zijn toepassingsbesluiten naleeft. Indien de redenen van de schorsing op het einde van de schorsingsperiode niet verdwenen zijn, trekt de Executieve de erkenning in.

Brussel, 23 mei 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

19 JUIN 1989. — Arrêté royal  
approuvant la nomination des administrateurs  
de l'Institut belge de Normalisation

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 relatif à la normalisation, notamment l'article 7;

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

19 JUNI 1989. — Koninklijk besluit waarbij de benoeming van  
beheerders van het Belgisch Instituut voor Normalisatie wordt  
goedgekeurd

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 20 september 1945 betreffende de  
normalisatie, inzonderheid op artikel 7;